



Mesure d'urgence !

Le Premier ministre a annoncé qu'il stoppait la RGPP. Les mots ont un sens : cela signifie dans l'Education nationale, au ministère de la Culture, dans l'Enseignement supérieur et la Recherche, au ministère de la Jeunesse et des Sports, prendre des mesures immédiates pour geler les suppressions de postes décidées par la dernière loi de finances et prendre les mesures d'urgence pour que cessent la dégradation considérable des conditions de travail de toutes les catégories de personnel et le délabrement accéléré des services publics. Il faut au moins bloquer les choses avant de les réparer. Cela signifie aussi le sauvetage urgent de l'AFPA par l'arrêt de son démembrement et le rétablissement de la subvention de l'Etat nécessaire à son fonctionnement comme institution nationale.

Nous sommes à moins de trois mois de la rentrée scolaire. De la maternelle au lycée, elle s'annonce désastreuse comme conséquence des 14 000 postes supprimés qui s'ajoutent aux 80 000 des années précédentes.

Nous l'avons dit à monsieur Peillon, ministre de l'Education nationale qui vient de recevoir la FNEC FP FO :

« Personne ne comprendrait, monsieur le Ministre, que la situation se poursuive. Personne ne comprendrait que des mesures immédiates ne soient pas prises pour bloquer les choses, pour bloquer la régression. Tous les personnels attendent. Ils attendent tous une mesure immédiate indiquant sans ambiguïté que vous avez décidé de concrétiser l'annonce du Premier ministre d'arrêter la RGPP. Ils attendent tous que vous geliez tout de suite les 14 000 suppressions de postes décidées pour la rentrée. Vous venez de donner satisfaction aux personnels enseignants en annonçant l'abrogation du décret scélérat sur l'évaluation des enseignants. Cette décision positive doit maintenant être suivie de celle concernant le gel des fermetures de postes. Personne ne comprendrait que 14 000 postes aujourd'hui dans les classes et les services de votre ministère disparaissent au 1er septembre en application de la loi de finances du gouvernement précédent. »

Nous sommes à quelques jours du 1er tour des élections législatives. La confédération Force Ouvrière a su maintenir sa totale indépendance de point de vue et de comportement vis-à-vis du gouvernement précédent, pendant la campagne électorale, et confirme aujourd'hui cette indépendance vis-à-vis du nouveau gouvernement. A Force Ouvrière nous n'avons appelé à voter pour personne et nous avons rappelé nos revendications.

La confédération Force Ouvrière a dans le même temps confirmé qu'elle mènerait campagne contre la ratification du nouveau traité européen qui consolide le pacte budgétaire européen et la fameuse la « règle d'or » interdisant les déficits publics. Ratifié, ce traité nous condamnerait à toujours plus de rigueur et d'austérité - 30 ans, ça suffit !- contre nos salaires, contre nos services publics, contre notre protection sociale et nos retraites, contre nos statuts et conventions collectives.

« *Ni austérité de droite, ni austérité de gauche, ni austérité syndicale* » a expliqué JC Mailly, le secrétaire général de la cgt-FO. Nous y sommes. Nous jugerons aux actes. Salaires, protection sociale, retraites, services publics, c'est maintenant que le gouvernement doit satisfaire les revendications urgentes et s'engager sur une autre voie, incompatible avec l'acceptation des injonctions de la Commission européenne, de la Cour des comptes et du rapport de l'inspection générale des finances qui prétendent dicter au gouvernement l'aggravation de toutes les mesures de blocage des salaires, de saccage des retraites, de fermetures massives de postes dans la fonction publique sous prétexte de réduire les déficits publics.

Reçue par le Premier ministre, la confédération FO a rappelé ses revendications et confirmé qu'elle ne participerait pas plus avec ce gouvernement qu'avec le précédent à la co-production de textes législatifs.

Reçue par la ministre de la Fonction publique, la fédération générale des fonctionnaires FO a revendiqué l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice (5% tout de suite) et l'abandon de la journée de carence pour les fonctionnaires.

Pour la FNEC FP FO et ses syndicats, la rentrée scolaire ne peut se faire sans que soient annulées les 14 000 suppressions de postes décidées par le gouvernement Sarkozy-Fillon-Chatel ! Le ministre répond ne pas pouvoir annuler les 14 000 fermetures. Il annonce mille postes pour le 1er degré comme seule mesure sur les postes statutaires. Il se dit contraint par le cadre budgétaire et des impératifs de gestion ! La FNEC FP FO confirme et maintient sa revendication de gel des 14 000 fermetures de postes ; aucun des arguments « techniques » du ministre n'est recevable. On ne s'en sortira pas en restant dans le cadre imposé par la Cour des comptes et la Commission européenne !

Les personnels jugeront sur pièce sur cette revendication essentielle et sur toutes les autres qui en dépendent et en particulier le réemploi de tous les contractuels et la suspension des contre réformes et expérimentations destructrices du service public républicain et des garanties statutaires des personnels.

A tous les niveaux les syndicats FO prennent leurs responsabilités, réunissent les adhérents et leurs instances, informent les personnels et déposent les revendications urgentes.

Editorial du Syndicaliste Indépendant du 7 juin 2012